

Une enquête d'envergure nationale, qui a touché 1.316 femmes âgées de 15 ans à 49 ans et 1.887 enfants de 12 mois à 59 ans, vient d'offrir au Sénégal une base scientifique d'affinement des stratégies de lutte contre les infections liées aux carences en fer, en vitamine A et en zinc. L'étude, réalisée entre mai et juin 2010 par le Laboratoire de nutrition de la Faculté des sciences et techniques de l'Ucad, a produit des résultats alarmants. « 47,9 % des femmes sont touchées par une anémie, parmi celles-ci, 1,9 % ont une anémie sévère. L'anémie affecte aussi 66,1 % des enfants. C'est dire que l'anémie est un vrai problème de santé public », a dit le Pr. Amadou Tidiane Guiro.

Les indicateurs ne sont pas rassurants pour les carences en fer. Au Sénégal, 36 % des femmes et 82,4 % des enfants traînent des déficits en fer. « Je n'ai pas de qualificatif pour ces chiffres, je voudrais juste vous dire que l'anémie est la partie visible de l'iceberg », a soutenu l'universitaire.

L'anémie, liée à la carence en fer, affecte 26,5 % des femmes et 57 % des enfants. Ce tableau pose l'urgence de la mobilisation de tous les acteurs pour apporter des réponses concrètes à ces fléaux. « Les taux de malnutrition sévère ne sont pas généralement connus. Aujourd'hui, ces résultats doivent nous pousser à resserrer les coudes », a prodigué le Pr. Salimata Wade, qui avait, auparavant, révélé que « les carences en micronutriments (fer, zinc, vitamine A) font perdre au Sénégal 1,3 % du Pib et contribuent à la dégradation des indicateurs socio-économiques ».

Les carences en zinc sont de l'ordre de 58 % chez les femmes et 42,8 % chez les enfants, tandis que 1,9 % des femmes et 0,1 % des enfants souffrent de déficit de vitamine A. En tout état de cause, cette enquête comble le manque d'indicateurs fiables indispensables à l'élaboration des stratégies claires. Selon les intervenants, c'est la première fois que le Sénégal réalise une étude d'une telle envergure sur ces questions de santé publique. « La disponibilité des données représentatives sur le statut en micronutriments des populations a toujours été un besoin pour orienter les stratégies de lutte contre les carences en micronutriments », a souligné le directeur du Sahel micronutrient initiative, Banda Ndiaye.

Effets néfastes sur la santé et sur l'économie

Les carences en fer, en zinc et en vitamine A sont responsables d'une panoplie d'infections et de maladies. Elles affectent l'état physiologique et physique des sujets. « Il a été démontré que la réduction de l'ampleur de ce problème mondial permettrait de prévenir jusqu'à 40 % des décès d'enfants attribuables à la malnutrition, de diminuer du tiers le taux de mortalité maternelle en postpartum, d'augmenter, jusqu'à 40 %, le capital de travail et de hausser de 2 % le Produit national brut (Pnb) », a fait savoir Banda Ndiaye.

Ces incidences néfastes, aussi bien pour la santé que pour l'économie nationale, ont poussé le gouvernement à fortifier les aliments de grande consommation, comme l'huile, le sucre et le lait. La prévention de ces incidences est toujours de vigueur. « La lutte contre la malnutrition sous toutes les formes est une priorité du gouvernement du Sénégal en matière de santé publique. Elle revêt une grande importance pour le pays, car il s'agit autant de régler un problème de santé publique que d'investir dans le capital humanitaire, dont la qualité est l'un des déterminants essentiels du développement socio-économique », a rappelé le représentant du ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Ibrahima Basse, par ailleurs président du Comité sénégalais pour la fortification des aliments en micronutriments (Cosfam).

Par Idrissa Sané et Adjaratou M. Dial